

Sécurité et liberté
avec nos cartes



VISA



La Banque Autrement

9 Rue, Plage, Lomé, Togo
01 77 02 00 00



www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0594 du 27 Février au 04 Mars 2024- Prix : 250 F CFA

CEDEAO/CRISE AU SAHEL :

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGIONALES :
**Ce sera plutôt
le 20 Avril** P.4

LES RETOMBÉES DE LA MÉDIATION DE FAURE GNASSINGBÉ

P.3



Faisons le simplement **EN LIGNE**

avec **DIMANA**

**DIMANA, la nouvelle plateforme digitale de DECLARATION,
de PAIEMENT et de DEMANDE DE SERVICES en ligne de l'OTR**

Facebook: Office Togolais des Recettes - OTR

YouTube: Canal OTR

WhatsApp: +228 90 99 41 01

Twitter: @OTR

<https://dimana.otr.tg>



EDITO

Plutôt vivre qu'exister

Nous naissons, nous grandissons, nous existons, nous vivons et nous mourons. Tel est le cycle de l'humain qui, un jour a vu le jour, fait ses premiers pas, s'est confronté à l'existence humaine, avec toutes les peines et les joies, avec toutes les vicissitudes.

A un moment, nous devons faire la part des choses. Une question s'impose alors à nous. Vivre ou exister ?

A cette interrogation, Oscar Wilde a toute la réponse. "Vivre est ce qu'il y a de plus beau au monde, la plupart de gens existent, c'est tout."

C'est dire qu'il est des moments où il faut choisir entre vivre sa propre vie pleinement, entièrement, complètement, ou traîner l'existence dégradante, creuse et fausse que le monde, dans son hypocrisie, nous impose. Vivre c'est se prendre en charge, décider librement sans contraintes et assumer ses décisions.

J'ai dit !
Crédo TETTEH



Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
23Rue Formatec, Agoè-CAcavéli
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Publication :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos: KEKERE Razak
Impression : SDR
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (90 975256)

AVIS DE DECES

Monsieur DJOBO Byao Kpekpassi,
Ancien Préfet du Golfe,
Mme IDRISOU-TRAORE Bassiratu
Félicité Epse DJOBO

Les Frères et Sœurs de la défunte :
Kokou, Diane, Tala, Chido et Raissa
La Fille de la Défunte Chloé ATAKPA
Les familles DJOBO, IDRISOU-TRAORE et ATAKPA

Ont la profonde douleur de vous annoncer le rappel à Dieu de leur très chère et regrettée

**DJOBLO Dolè Lucie
Veuve ATAKPA**

Décès survenu au CHU Sylvanus
OLYMPIO, le 20 Février 2024 à l'âge
de 40 ans.

Vous renouvellent leurs sincères remer-



Feue DJOBO Dolè Lucie Veuve ATAKPA

ciements et vous prient de bien vouloir assister et de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront selon le programme ci-après :

Jeudi 29 Février 2024 :

19h : Veillée Messe en l'Eglise Saint Antoine de Padoue de HANOUKOPE (Franciscains)

Vendredi 1er Mars 2024 :

9h : Messe d'enterrement en la même Eglise.

NB: Les salutations d'usage seront reçues sur le parvis de l'Eglise après la messe.

Dimanche 03 Mars 2024

11h : Messe d'action de grâce en l'Eglise Saint Kisito de Tokoin Doumassesse.

MAISON MORTUAIRE : Maison DJOBO à Doumasséssé à côté de la Pharmacie CAMPUS.

INCLUSION FINANCIÈRE :

Les avancées du Togo en la matière

Selon la Banque mondiale, "l'inclusion financière" rend compte de la possibilité pour les individus et les entreprises d'accéder à toute une gamme de produits et de services financiers (transactions, paiements, épargne, crédit, assurance) qui soient d'un coût abordable, utiles, adaptés à leurs besoins et proposés par des prestataires fiables et responsables". Le Togo sait s'y prendre dans le domaine.

L'accès aux services financiers est considéré comme un facteur de progrès pour sept des 17 Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies. Le Togo met en œuvre une stratégie d'inclusion financière productive. Des outils et/ou mécanismes sont créés pour aider les habitants à avoir de quoi mettre en place ou étendre leurs activités génératrices de revenus (AGR).

Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) est l'un d'entre



Des bénéficiaires du FNFI

eux. Il est adapté aux besoins des populations, notamment les paysans, les entrepreneurs, les artisans, les jeunes, les femmes, les pauvres, bref les personnes exclues du système bancaire classique.

Les avancées

Le Togo, un modèle en promotion de la finance inclusive, a partagé son expérience en Suisse à Genève, dans la première moitié du mois de décembre 2023. Participant aux activités du 75e

anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Premier ministre Victoire Tomegah-Dogbé a abordé la politique de promotion de la femme, à travers l'inclusion financière et l'autonomisation.

La cheffe du gouvernement a d'abord indiqué que "le gouvernement togolais a fait de la finance inclusive un levier essentiel de son action dans la partie nord de notre pays, en proie à l'insécurité du fait des groupes terroristes".

Elle a fait le bilan du FNFI de 2014 à novembre 2023, avec plus de 1,8 million de crédits octroyés, ce qui représente un montant de près de 180 millions de dollars, avec un taux de remboursement moyen des bénéficiaires dépassant les 94 %.

Le Togo devant plusieurs pays

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) a établi des rapports qui font état de ce que le Togo occupe le premier rang dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) en termes d'inclusion financière.

L'autorité n'a pas manqué de souligner que, selon les dernières statistiques de juillet 2022, "le taux d'inclusion financière au Togo est passé de 57 % en 2014 à 72 % en 2018, puis à 85,72 % en 2021, faisant de la performance togolaise la meilleure de l'Union".

Koudjoukabalalo

TOGOSTARTUP.COM

Nous aidons les entrepreneurs à vendre ou à transmettre leurs entreprises à d'autres entrepreneurs. Vous allez prendre votre retraite, voyager, vendre votre fonds de commerce, nous sommes là pour vous trouver des repreneurs fiables.

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

EMPLOITOGO.COM

PUBLIER VOS OFFRES D'EMPLOI ET RECRUTER LE MEILLEUR CANDIDAT SUR EMPLOITOGO.COM

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Paiement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

EMPLOIENPOCHE.COM

PUBLIER VOS APPELS D'OFFRES, VOS MARCHES PUBLICS -INSCRIPTION COMME PRESTATAIRE

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Paiement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

SOGESTI REVENDEUR DES LOGICIELS SAGE

Nos consultants certifiés SAGE mettront leur expérience et leur savoir-faire à votre service pour vous accompagner dans tous vos projets. Du commercial, au consultant en passant par votre chef de projet dédié, vos interlocuteurs clés assurent l'installation, le paramétrage personnalisé, la formation, le support technique ainsi que la maintenance de votre système de gestion Sage.

Sage compta monoposte à partir 600 000 FCFA

sage gescom à partir de 600 000FCFA

sage paie rh à partir de 800 000 FCFA

Pour les installations et formations, merci de nous contacter:

NOUS JOINDRE SOGESTI GROUP

139 RUE VANLARE FACE CSTT

Whatsapp : 91 06 88 07 - 96 12 04 24

info@sogesti.net

CEDEAO/CRISE AU SAHEL : Les retombées de la médiation de Faure Gnassingbé

On ne se faisait pas de doute sur les issues de la dernière conférence des chefs d'Etats de la CEDEAO. La visite de Faure Gnassingbé à Abidjan, peu avant ce sommet, laissait déjà entrevoir le changement qu'on vient d'observer dans la posture des dirigeants des Chefs d'Etats du bloc Ouest-africain.

Par Ali SAMBA

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les solutions de sagesse, que préconisait Faure Gnassingbé depuis le début des crises institutionnelles dans les Etats du sahel, ont été adoptées.

Tort d'avoir eu raison trop tôt ?

A Abuja, la Conférence des chefs d'Etats a donc décidé de la levée, avec effet immédiat, des sanctions suivantes qui avaient été imposées à la République du Niger : la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la CEDEAO et le Niger; l'institution d'une zone d'exclusion aérienne de la CEDEAO sur tous les vols commerciaux à destination et en provenance du Niger; la suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre les Etats membres de la CEDEAO et le Niger; le gel de toutes les transactions de services, y compris les services publics et l'électricité vers la République du Niger; le gel des avoirs de la République du Niger auprès des banques centrales de la CEDEAO; le gel des avoirs de l'Etat nigérien, ainsi que des entreprises publiques et parapubliques du pays auprès des banques commerciales; la suspension du Niger de toute assistance financière et de toute transaction avec toutes les institutions financières, notamment la BIDC et la BOAD; l'interdiction de voyager pour les représentants du gouverne-



Le Président Faure Gnassingbé

ment et les membres de leur famille.

La Conférence a décidé aussi de lever les restrictions imposées au recrutement de citoyens de la République du Mali à des postes professionnels au sein des institutions de la CEDEAO. Il est de même pour la Guinée.

Le Togolais a le triomphe modeste. Mais il peut être fier d'avoir eu raison trop tôt. Les va-t'en guerre auraient dû se rallier à sa position dès le départ. Plus d'un semestre après, concernant le Niger, ils se rebiffent et lèvent pratiquement toutes les sanctions (inhumaines comme l'ont vécu les Nigériens). Mais trop tard, les conséquences sur la vie des populations du Niger sont énormes.

L'économie du pays en a souffert. Ici encore, et comme toujours, le

Togo a été une bouée de sauvetage. Le Général Abdourahmane Tiani, le Président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), Président de la transition du Niger, en parlait à juste titre en début décembre 2023. " L'approche de Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé a permis d'éviter le chaos et la catastrophe humanitaire dans notre pays. C'est cette position que Son Excellence a apportée auprès des pairs africains pour leur montrer la nécessité de revenir à l'esprit fondateur de la CEDEAO. Nous avons un devoir de faire le déplacement de Lomé pour lui exprimer notre reconnaissance ", avait-il dit. La menace du retrait de la CEDEAO du Burkina Faso, du Mali et du Niger sera désormais, peut-être, la bataille de Faure

Gnassingbé.

Poursuivre le dialogue

En effet, le bloc ouest-africain est préoccupé par les conséquences socio-économiques, politiques, sécuritaires et humanitaires de cette décision de retrait, notamment pour les citoyens des trois États membres et pour le processus d'intégration régionale, et invite instamment les trois États membres à recourir au dialogue, à la négociation et à la médiation pour répondre à leurs préoccupations. " ... Instruit la Commission de la CEDEAO de poursuivre le rapprochement et les propositions de la Communauté à l'égard des trois États membres et de rester saisie de la situation; charge la Commission de la CEDEAO d'échanger avec l'Union africaine, l'UEMOA, l'ONU et d'autres organisations internationales ainsi qu'avec les partenaires bilatéraux sur la question, en vue de convaincre les trois États membres de rester dans la Communauté ", lit-on dans un communiqué.

Les chefs d'Etats de la CEDEAO ont donc invité la Commission de l'institution à renforcer les contacts de la Communauté avec les trois États membres, en mettant à contribution les chefs traditionnels et religieux, les éminentes personnalités, la société civile et les femmes leaders pour l'unité et la sécurité de la région. Ils demandent à la Commission de la CEDEAO d'accélérer l'opérationnalisation de la Force en attente, sous son mode cinétique, pour lutter contre le terrorisme dans la région, notamment les éléments de la Force Multinationale Conjointe (MNJTF) et l'Initiative d'Accra, conformément aux instructions de la Conférence. Une réunion des Ministres des Finances et de la Défense devraient bientôt être organisée afin de proposer des modalités de financement et d'équipement de la force de lutte contre le terrorisme.

Il est rappelé qu'au niveau institutionnel, le retrait des trois États membres nécessitera, non seulement la fermeture de quatre agences régionales au Burkina Faso, de deux organismes régionaux au Mali et d'un bureau régional au Niger, mais qu'il affectera également la sécurité de l'emploi de quelque 130 membres du personnel de la CEDEAO, qui sont des citoyens des trois pays : 77 du Burkina Faso, 23 du Mali et 32 du Niger. Faure Gnassingbé, fidèle à sa ligne directrice, devrait encore s'investir davantage pour que les velléités séparatistes des pays de l'Alliance des Etats du sahel (AES) ne se traduise pas dans la réalité. Il est vivement encouragé à réussir.

Il faut dire que les chefs d'Etats de la CEDEAO ont attiré l'attention des trois États membres sur les dispositions de l'Article 91 du Traité révisé de la CEDEAO de 1993, relatif aux procédures à suivre en cas de retrait, tout en les exhortant à reconsidérer leur décision, au regard des avantages que l'appartenance à la Communauté procure à tous les États membres de la CEDEAO et à leurs citoyens.

2ème congrès statutaire du parti UNIR : Faure Gnassingbé ouvre les travaux ce lundi à Kara

Faure Gnassingbé, président fondateur du parti Union pour la République (UNIR) a officiellement ouvert ce lundi à Kara (environ 420 km au nord de Lomé), les travaux du deuxième congrès statutaire du parti, a constaté le correspondant de l'Agence Savoir News.

La rencontre a mobilisé plus de 1500 délégués du parti venu de toutes les préfectures du Togo.

C'est autour du thème : "S'unir davantage pour plus d'engagement au service des populations togolaises", qu'a démarré ce congrès, le deuxième du genre après celui de 2017 tenu dans la ville de Tsévié.

A travers ce congrès, il s'agit pour les membres du parti au pouvoir, de voir ensemble le chemin parcouru depuis la création du parti en 2012, revisiter les textes qui régissent le parti et les actualiser si cela s'avère nécessaire en l'occurrence les statuts, règlement intérieur et la charte des valeurs et enfin définir de nouvelles orientations en vue de mieux affronter les prochaines



échéances électorales.

"Près de 1500 délégués venus de toutes les préfectures du pays vont échanger sur la vie du parti, sur l'actualisation des textes fondamentaux, notamment les statuts, le règlement intérieur, la charte des valeurs et l'actualité politique, avec en perspective le calendrier électoral", souligne le communiqué du parti.

Dans son allocution d'ouverture, le président du parti UNIR a d'abord remercié de façon exceptionnelle les sages de son parti qui, malgré leur âge avancé restent toujours mobilisés pour la cause du parti. Le président Faure Gnassingbé a rappelé aux militants ce qui a conduit à

la création du parti UNIR notamment le souci d'unir davantage les populations togolaises au lendemain du processus de réconciliation. Il a également exposé la vision du parti UNIR qui est de "construire ensemble".

"Notre force vient de notre unité", a-t-il déclaré tout en exhortant les militants aux vertus d'humilité, de discipline avant de les exhorter à rendre visibles les actions du gouvernement sur le terrain. Il faut rappeler que ce deuxième congrès statutaire du parti UNIR se tient à quelques semaines des élections législatives et régionales projetées sur le 20 avril prochain.

www.savoirnews.tg

Zozo

L'UNION N'EST PAS POUR DEMAIN, NI POUR
APRÈS DEMAIN



L'opposition doit faire preuve de réalisme et de patriotisme à l'approche des élections législatives et régionales.

C'est l'appel lancé vendredi par les organisations de la société civile (OSC).

Elles veulent éviter une multiplication de candidatures concurrentes. Les OSC appellent à une mutualisation des forces pour alléger les frais de campagne.

La Ligue togolaise des droits de l'homme (LTDH) et la Ligue des consommateurs du Togo (LCT) sont parmi les signataires de cet appel. Il a d'ailleurs peu de chances d'être entendu.

Chaque parti fait cavalier seul. L'heure des regroupements n'est plus d'actualité.

Ce contexte est à l'avantage de la majorité qui affronte les scrutins soudés.

Source : @Republicoftogo.com

L'OPPOSITION N'EST PAS SUR LA MÊME LONGUEUR D'ONDE



Pour les Forces démocratique de la République (FDR, opposition) le report d'une semaine de la tenue des élections législatives et régionales, c'est du spectacle!

"C'est de la poudre aux yeux, c'est du spectacle pour nous endormir encore. Ils ont tout fait de façon solitaire et ils réajustent encore de la même façon", a indiqué dimanche James Amaglo, le vice-président de cette formation.

S'agissant de la baisse du montant de la caution, les FDR n'ont rien à redire mais regrette l'absence de concertation. Avis divergent du côté de la Convergence patriotique panafricaine (CPP, opposition).

"Ce sont les propositions du CPC que le gouvernement a retenu et on ne peut que s'en féliciter même si on voudrait avoir mieux", a indiqué Adrien Béléki Akouété, le président du parti.

Source : @Republicoftogo.com

LA CÉNI PENSE AVOIR FAIT DU BON TRAVAIL



La Commission électorale (Céni) est satisfaite du travail accompli depuis plusieurs mois et qui permet d'organiser les élections législatives et régionales le 20 avril prochain.

"Une chose est sûre, la démocratie se consolide dans notre pays à travers l'organisation régulière d'élections libres, équitables et transparentes", a déclaré Yabré Dago, le président de la Céni.

L'institution, composée de représentants de la majorité et de l'opposition, est chargée d'organiser les scrutins, les dépouillements et publie les résultats.

Source : @Republicoftogo.com

Zozo

SOUTIEN AUX PÊCHEURS



La Banque mondiale va accompagner les pêcheurs, maraîchers et mareyeuses du segment Gbodjomé - Sarvee-Condji (communes des Lacs 1 et Lacs 3). Plus de 3.000 bénéficiaires directs et indirects dont l'activité a été perturbée par les travaux d'aménagement du littoral pour contenir l'érosion. Un vaste projet financé, notamment, par la BM. 1,5 milliard de Fcfa, sur la période 2024/2026, sera consacré à diverses initiatives destinées à renforcer la résilience de ces professionnels de la mer : Fourniture de pirogues, de moteurs, de motopompes, de filets, de kits d'irrigation...

Source : @Republicoftogo.com

ASSAINISSEMENT : LE CENTRE DE TRAITEMENT DES DÉCHETS D'ATAKPAMÉ BIENTÔT OPÉRATIONNEL



A Atakpamé, les travaux de construction du centre d'enfouissement des déchets sont exécutés à 95%. C'est le constat effectué jeudi 22 février par le ministre d'État, chargé de l'eau et de l'hydraulique villageoise, Yark Damehame, lors d'une visite sur le terrain. Une fois opérationnelle, l'infrastructure devra permettre le traitement de tous les déchets collectés dans la ville d'Atakpamé. Elle est composée d'une voirie interne, des casiers, du bassin et d'une plateforme de séchage. "Nous avons suivi les explications du bureau de contrôle qui nous a fixé jusqu'au 11 mars 2024 pour livrer le chantier. Nous attendons un travail de qualité dans les délais", a insisté le ministre.

Pour rappel, les travaux sont financés conjointement par le gouvernement togolais et l'Union Européenne.

Source : @Republiquetogolaise.com

L'AGENCE TOGO DIGITAL A UN NOUVEAU LOGO



L'Agence Togo Digital dispose désormais de sa nouvelle identité visuelle. Six mois après avoir engagé les manœuvres dans ce sens, l'institution gouvernementale chargée de la coordination et de l'exécution des projets digitaux a dévoilé son nouveau logo.

Sélectionné parmi plusieurs propositions, le nouveau logo se décline en des tonalités bleu pastel sur fond blanc, et illustre des points connectés.

"Il est plus qu'un design ; il est le reflet de notre motivation à innover, à mettre le digital au service de la modernisation de l'administration. Il symbolise notre voyage vers un Togo digital et notre engagement à travailler avec les citoyens, la communauté numérique, le secteur privé et les administrations publiques togolaises", a expliqué l'Agence lors du dévoilement du logo sur les comptes sociaux.

Pour rappel, l'ATD a été créée par l'exécutif en septembre 2021.

Source : @Republiquetogolaise.com

ELECTIONS LEGISLATIVES ET REGIONALES :

Ce sera plutôt le 20 Avril

Le Gouvernement a repoussé la date des élections législatives et régionales au 20 Avril 2024. C'est à la demande des acteurs politiques réunis au CPC, a indiqué le ministre Christian Trimua.

Le corps électoral est convoqué le samedi 20 avril 2024 pour les élections législatives et régionales. Les bureaux de vote sont ouverts de 07 heures 00 min à 16 heures 00 min sur toute l'étendue du territoire national.

Conformément au code électoral, les membres des forces armées togolaises, des forces de sécurité, des forces paramilitaires et de la réserve opérationnelle, appelés à garantir la sécurité des électeurs et des opérations électorales le jour du scrutin, sont autorisés à voter

soixante-douze (72) heures avant la date du scrutin. La date du vote des membres des forces armées, des forces de sécurité, des forces paramilitaires et de la réserve opérationnelle est fixée au mercredi 17 avril 2024. Le vote a lieu dans les bureaux de vote désignés par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). A l'issue du vote, les urnes sont scellées et déposées à la Commission Electorale Locale Indépendante (CELI). Les différents documents électoraux sont rangés dans des enveloppes scellées et transmises à la CELI. Le dépouillement a lieu le jour du scrutin général après le vote de l'ensemble du corps électoral dans les conditions prévues par le code électoral. La campagne électorale pour les élections législatives et régionales du 20 avril



2024 sera ouverte le jeudi 4 avril 2024 à zéro heure. Elle prend fin le jeudi 18 avril 2024 à 23h 59 min.

Il faut dire que, conformément aux souhaits de plusieurs partis politiques de l'opposition voir le montant du cautionnement revu à la baisse, le Gouvernement a fait un pas dans ce sens.

Ainsi, le montant du cautionnement à verser au trésor public par les candidats aux élections législa-

tives et régionales de 2024 est fixé comme suit : pour les candidats aux élections législatives : trois cent mille (300.000) francs CFA par candidat ; pour les candidats aux élections régionales : cent cinquante mille (150.000) francs CFA par candidat. Ces montants sont réduits de moitié pour les candidats de sexe féminin aux deux élections.

Ali SAMBA

Agriculture :

Les coopératives de femmes portées vers le haut

Au Togo, le gouvernement continue ses efforts dans la lutte pour l'autonomisation des femmes rurales. En décembre 2023, le ministère de l'Action sociale et de l'Alphabétisation a procédé à Lomé à la dotation de matériels et équipements agricoles à 78 coopératives de femmes, issues des 39 préfectures du Togo.

D'un coût global de 100 millions de francs CFA, ce don est sous l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Il se situe dans le cadre du Projet d'autono-



Un groupement de femmes

misation des femmes rurales au Togo (PaFeRT). Le don est essentiellement composé de tricycles, de couveuses à œufs, de rapeuses de manioc, de moulins

à condiments motorisés, de concasseurs de noix de palmiste, et de batteuses de soja.

Il va faciliter le travail des femmes situées dans les zones

rurales et accroître leur productivité, en vue de faire de l'agriculture togolaise un véritable levier de développement économique.

Autonomisation des femmes rurales, une priorité du gouvernement

Selon les données du ministère togolais de l'Agriculture, les femmes représentent 56,4 % des actifs agricoles. Les femmes rurales, en particulier, contribuent énormément au développement de l'agriculture togolaise. Elles sont présentes dans toutes les chaînes de valeur agricoles, telles que la production, la transformation et la commercialisation.

Conscient de leurs efforts, le gouvernement a pris une série de mesures pour assurer l'amélioration de la situation des femmes rurales. Il s'agit notamment de la révision du Code des personnes et de la famille, l'affectation de 30 % des zones agricoles aux femmes, la mise en place de programmes pour renforcer leur autonomie économique.

L'agriculture, une force motrice de développement au Togo

Elle constitue un pilier de l'économie. Le secteur participe pour 20 % aux recettes d'exportation et représente plus de 40 % du PIB. Il emploie deux tiers de la population active avec une superficie cultivable évaluée à 3,6 millions d'hectares, soit 60 % de la superficie globale du pays, dont 41 % sont emblavées.

Les cultures vivrières représentent 70 % de l'ensemble de la production agricole togolaise. Ces cultures vivrières sont principalement constituées de céréales et de tubercules. La vente de ces vivres constitue une source importante de revenus des producteurs, du fait de leur demande permanente sur le marché.

La Rédaction

Faire des élections une fête :

Nana Médias Culture pour des consultations sans heurts

Dans le cadre de son projet "Miatro nunya", Nana Médias Culture veut faire des élections une fête. Elle a lancé le mardi dernier une campagne nationale de sensibilisation à l'endroit des populations togolaises, en vue des élections apaisées.

Pour Ferdinand Afognon, promoteur de Nana Médias Culture, "faire des élections une fête, implique et demande de la part des institutions qui gèrent l'organisation des élections, et la nécessité qu'il y ait de l'équité, de l'égalité au niveau de tous les électeurs et les candidats. Tel que le Président de la République le demande, parvenir à organiser des élections inclusives au Togo (...) Il faut parvenir à une confiance en chaque acteur et que chacun joue sa partition...".

L'initiative est bien appréciée par l'ensemble des acteurs présents à son lancement.



COMMERCE : 1,1 millions de tonnes de marchandises importés au 4^e trimestre 2023

Au quatrième trimestre 2023, les importations s'élevaient à 448 457,4 millions de FCFA en valeur c.a.f. et à 1 186 400,2 tonnes en quantité. En glissement annuel, les importations ont baissé de 7,0 % en valeur mais ont, par contre augmenté de 3,6 % en quantité. En glissement trimestriel, les importations du quatrième trimestre 2023 ont aussi augmenté de 0,7 % en valeur et de 2,0 % en quantité.

Les " Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (à l'exclusion des huiles brutes) et préparations, n.d.a., qui contiennent en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, et dont ces huiles constituent l'élément de base " sont le premier produit importé au quatrième trimestre 2023, avec une valeur de 30 792,5 millions de FCFA et une quantité de 57 066,2 tonnes. La part relative de ce produit est de 6,9 %.

Les " Véhicules à moteur pour le transport des personnes, n.d.a. " constituent le deuxième produit importé avec une valeur de 24 316,3 millions de FCFA pour une quantité de 10 126,6 tonnes. Ce produit représente 5,4 % des importations du trimestre. L'"Huile de palme raffinée et ses fractions" est le troisième produit importé, avec une valeur de 18 009,1 millions de FCFA pour une quantité de 94 848,2 tonnes. Ce produit représente 4,0 % des importations du trimestre.

A l'importation, la Chine est le premier fournisseur du Togo avec une part relative de 20,6% des



Des marchandises au Port de Lomé

importations du trimestre. Les importations venant de la Chine s'élevaient en valeur à 92 450,2 millions de FCFA, pour une quantité de marchandises de 139 855,3 tonnes. La France est le deuxième fournisseur du Togo avec une part relative de 8,2%. Les importations venant de la France s'élevaient en valeur à 36 645,6 millions de FCFA et en quantité à 15 594,0 tonnes. Avec une part relative de 6,6%, l'Inde est le troisième fournisseur, dont les exportations de marchandises vers le Togo valent 29 608,1 millions de FCFA pour une quantité de marchandises de 96 196,0 tonnes.

Au quatrième trimestre 2023, les importations venant de l'ensemble des pays de la CEDEAO s'élevaient en valeur à 49 650,1 millions de FCFA et en quantité à 216 295,3 tonnes. Les importations venant des pays de l'UEMOA se fixent à 28 659,3 millions de FCFA en valeur et à 89 815,0 tonnes en quantité. Les produits venant des pays de la CEDEAO et de l'UEMOA repré-

sentent respectivement 11,1% et 6,4% des importations du trimestre. Les importations du Togo venant de la communauté ont connu une baisse de 33,5% par rapport au quatrième trimestre 2022. Les importations du Togo venant de la communauté ont baissé de 18,1% au quatrième trimestre 2023.

Les principaux produits importés de la CEDEAO sont : o Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (à l'exclusion des huiles brutes) et préparations, n.d.a., qui contiennent en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base (24,6%) o Fèves de soja (9,2%) o Gaz naturel liquéfié (6,2%) o Ciments portland (4,9%) o Cigarettes contenant du tabac (4,2%) o Autres conducteurs pour les tensions ne dépassant pas 1 000 V (3,6%) o Carreaux et dalles de pavement ou de revêtement, non vernissés ni émaillés, en céramique ; tubes, dés et articles similaires pour mosaïques, non vernis-

sés ni émaillés, en céramique, même sur support (2,9%).

Il faut rappeler qu'au quatrième trimestre 2023, les exportations du Togo s'élevaient à 256 403,7 millions de FCFA en valeur f.o.b et à 966 717,0 tonnes en quantité. En glissement annuel, les exportations ont augmenté de 14,4 % en valeur et de 7,0 % en quantité. En glissement trimestriel, les exportations au quatrième trimestre 2023 ont augmenté de 33,3 % en valeur et de 18,3 % en quantité.

Les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (à l'exclusion des huiles brutes) et préparations, n.d.a., qui contiennent en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, et dont ces huiles constituent l'élément de base, sont les premiers produits exportés par le Togo, avec une valeur de 69 121,2 millions de FCFA. Ils représentent 27,0 % des exportations du trimestre. Suivent les phosphates naturels de calcium, phosphates aluminocalciques naturels et craies phosphatées, avec une valeur de 38 617,6 millions de FCFA, pour un volume de 401 785,0 tonnes. Ils représentent 15,1 % des exportations.

Le premier client du Togo est l'Inde, avec une part de 31,3 % des exportations du trimestre. Les exportations du Togo vers ce pays s'élevaient en valeur à 80 157,5 millions de FCFA, et en quantité à 381 408,9 tonnes. Le Burkina Faso est le deuxième client du Togo avec une part relative de 8,4 %.

Koudjoukabal

CULTURE : La troisième édition du FESMA est lancée

Top ! c'est parti pour la troisième édition du Festival La Marmite (FESMA). Il se déroulera sur l'esplanade du Palais des Congrès de Lomé, du 15 au 21. Ces informations ont été données le jeudi 22 février 2024 à Lomé, au cours d'une conférence de presse animée par le commissaire général du festival, accompagné par les chefs cuisiniers du Togo.

" Les enjeux de la transformation agricole et de la valorisation des produits locaux ", est le thème choisi pour cette troisième édition. Elle va rassembler des exposants venus de toute la chaîne de valeurs de la ferme à l'assiette, notamment les chefs, les cuisiniers, les producteurs, les transformateurs, les industriels, les distributeurs et les serveurs.

Au programme, des ateliers de cuisine, une foire/exposition, un colloque et des master-class, des compétitions culinaires, des concerts et un dîner de gala. Une journée dans une ferme à Avétonou à quelques kilomètres de Kpalimé est l'innovation de cette troisième édition.



Jean-Paul Agboh-Ahouélé, Commissaire général du FESMA

Le FESMA a pour objectifs de valoriser le savoir-faire, la diversité et la richesse des saveurs togolaises et africaines ; promouvoir le consommateur local et une alimentation saine et équilibrée ; plaider en faveur du développement de nouveaux modes d'alimentation construits autour de la sécurité alimentaire ; valoriser les filières bio ; prendre en compte le développement durable et l'environnement dans les comportements alimentaires. " Il servira de cadre d'une part, aux échanges et partages d'expérience sur la transformation des produits agricoles et des chaînes

logistiques associés, et d'autre part à la promotion du savoir-faire et des richesses culinaires africaines à travers la valorisation des produits locaux ", a laissé entendre Jean-Paul Agboh-Ahouélé, Commissaire général du FESMA.

Pour lui, après deux éditions, le FESMA s'impose aujourd'hui comme l'événement culinaire et gastronomique de référence au Togo et dans la région. Avec plus de 200 exposants venant de plusieurs pays africains, des dizaines de milliers de visiteurs et à la faveur d'une communication particulièrement construite et portée

par des médias nationaux et internationaux, le FESMA fédère les expériences culinaires africaines.

" Au-delà de son caractère artistique et touristique, le FESMA est un événement inclusif qui a su rassembler les associations de restaurateurs togolais, et fait de la transformation des produits agricoles locaux son ADN ", a-t-il ajouté.

Le FESMA se veut être un événement culturel fédérateur et inclusif de référence au Togo, inscrit à l'agenda international de façon périodique, à l'instar des festivals de la mode, du cinéma ou encore de la musique, auxquels sont associés les noms de certaines capitales africaines. Des ateliers et colloques scientifiques programmés aborderont les défis de la production et de la transformation locale et régionale des produits agricoles.

Des réflexions qui permettront de faire du FESMA, un événement culturel, touristique et scientifique de référence sur la gastronomie au Togo et de la région de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

Dodo ABALO

lemedium2013@yahoo.fr

Zozo

EFOFAT 2024: LE RECRUTEMENT DIRECT D'ÉLÈVES OFFICIERS LANCÉ



Le ministère des Armées a lancé, vendredi 23 février 2024, le concours de sélection pour le recrutement direct d'élèves officiers d'active pour le compte de l'École de formation des officiers des Forces armées togolaises (Efofat).

Ouvert à toute Togolaise ou tout Togolais âgés de 21 ans au minimum et de 26 ans au maximum au 31 décembre 2024, ce concours est prévu le 1er juin 2024 à l'école du camp Général Gnassingbé Eyadema à Lomé.

Les candidats désireux de postuler doivent être titulaire d'une licence ou tout autre diplôme équivalent des Universités et établissements supérieurs reconnus par le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames).

Les dossiers de candidatures composés, entre autres, d'une demande manuscrite au ministre des Armées, une quittance de dix milles, une photocopie légalisée de l'acte de naissance, (...) sont à déposer du 1er au 30 mars à 12h dans les groupements de gendarmerie nationale des chefs-lieux des régions administratives.

Notons que l'Efofat, situé à Pva dans la préfecture de la Kozah, a pour mission de former les chefs militaires de l'armée togolaise.

@macite.tg

SAVANES : LES ETATS-UNIS ET DE L'ALLEMAGNE RENFORCENT LA CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE DU PURS



Le Programme d'urgence pour la région des Savanes (Purs) a bénéficié, le jeudi 22 février dernier, d'un appui des Etats-Unis et de la République Fédérale d'Allemagne. C'était à la faveur du lancement officiel du Mécanisme de stabilité des Etats côtiers (Msec), fruit de la collaboration conjointe entre les Usa et l'Allemagne pour la prévention des conflits.

Composé d'un véhicule Toyota 4x4 et des équipements informatiques, ce don va permettre à la coordination du Purs d'effectuer des descentes sur le terrain et de coordonner ses activités dans la région confrontée à la menace sécuritaire.

Ce don qui s'inscrit dans le cadre du lancement du Mécanisme de stabilité des Etats côtiers (Msec), est le fruit d'une collaboration entre les Etats-Unis et la République Fédérale d'Allemagne. Ainsi, à travers le Msec, les deux pays s'engagent aux côtés du Togo, pour apporter un soutien concret pour aider à la mise en œuvre des initiatives du Purs en faveur de la stabilité et du bien-être des communautés.

Un soutien à la coordination opérationnelle du Purs, que l'Ambassadeur d'Allemagne au Togo, Claudius Fischbach, trouve nécessaire pour une " réponse rapide et plus efficace aux défis de la région des Savanes ".

" Nous croyons fermement qu'en partenariat avec les gouvernements, les organisations et les communautés, nous pouvons favoriser des conditions de stabilité régionale à long terme ", a indiqué, pour sa part, la diplomate américaine en poste à Lomé, Elizabeth Fitzsimmons.

Mis en œuvre depuis deux ans par l'exécutif togolais, le PURS se veut de renforcer la résilience des populations de la région des Savanes, confrontées à la menace sécuritaire des groupes armés.

@macite.tg

SOCIÉTÉ :

PIDU et COSO, des projets qui font du bien aux populations

En 2017, naissait le *Projet d'infrastructures et de développement urbain (Pidu)*, avec la promesse de 5 années d'efforts et un financement colossal de 30 millions de dollars, soit 16,3 milliards de francs CFA. L'objectif est de révolutionner l'accès aux infrastructures et services urbains dans les quartiers négligés de Lomé, Kara et Dapaong.

Alors que le projet suit son cours, les réalisations à ce jour sont remarquables. Dans la capitale, le Pidu a laissé son empreinte à travers la construction de rues majeures. On a par exemple Livingstone (1,2 km), Agbélénuku (600 m), Paul Ahyi, Logo, Moringa et des caniveaux de drainage. Un pas significatif vers une urbanisation plus efficace et durable. À Kara, les travaux prioritaires sur des tronçons clés

comme Collège Chaminade - RN1 et Immeuble Matata - CHR Tomdè à Twindè marquent une transformation notable. Des projets tels que la construction du pont de Kpélouwayi et des marchés à Tchintchinouda et Wyaoudè contribuent à redéfinir le visage de la ville.

À Dapaong, le Pidu se manifeste par l'aménagement de marchés à Worgou et Nassablé, l'amélioration de la sécurité routière, la réhabilitation des centres médicaux-sociaux et l'extension du réseau d'eau potable. Récemment, le ministère de l'Urbanisme a lancé des travaux déterminants pour le bitumage de la pénétrante de la RN24 et la rue des femmes, ainsi que la réhabilitation du réseau de drainage dans le quartier Konkouré.

Les travaux, prévus pour être

exécutés sur une durée de 8 mois, s'inscrivent dans le cadre du Pidu et du Programme d'amélioration du cadre de vie (PACV), initiés par le gouvernement, en collaboration avec la Banque mondiale. Ces projets visent à relever les défis majeurs liés aux infrastructures urbaines, à l'efficacité des municipalités et à la durabilité des actions, avec une vision alignée sur les ODD.

La ville de Dapaong passera par une métamorphose, avec l'aménagement, l'assainissement et le bitumage de la pénétrante de la RN24 et de la rue des femmes, ainsi que la réhabilitation du réseau de drainage à Konkouré. Ces travaux, d'un coût de 2,2 milliards de francs, témoignent de l'engagement du pays pour l'amélioration des conditions de vie. En somme, le Pidu se posi-

tionne comme le moteur d'une transformation urbaine majeure. Avec des investissements, le projet promet un avenir urbain efficace, durable et répondant aux besoins des citoyens.

Le projet Coso fait du bien au Nord du pays

Le Togo se fait bouclier pour protéger les citoyens. Les efforts pour assurer l'harmonie sociale, la sécurité et les mécanismes de prévoyance créés tissent une toile protectrice qui couvre l'ensemble du pays, mais plus particulièrement les régions du nord qui sont en proie à des incursions malsaines de groupes armés violents.

C'est dans cet état de choses que le projet de Cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (Coso) a été lancé en juin 2022. C'est un véritable outil qui

garantit la sûreté des habitants, démontrant l'engagement du Togo envers le bien-être de sa population.

Il y a un mieux vivre à Tabi, village situé dans le nord du Togo, en plein cœur de la région des Savanes. Là-bas, les habitants ont longtemps manqué d'eau potable, d'électricité, de soins de santé, d'infrastructures socio-collectives, de protection sociale... S'agissant justement de la santé de ces villageois, une pièce était utilisée, à la fois, comme pharmacie et salle de soins. L'affluence était dérangeante et il se produisait des situations inconfortables pour les patients et le personnel soignant.

Ces problèmes devraient maintenant disparaître, avec la mise en place d'un bâtiment dédié à la pharmacie. Si quelques mois auparavant, les infirmiers avaient du mal à offrir les soins, grâce aujourd'hui au projet Coso, les citoyens de la zone peuvent avoir les produits qu'ils désirent dans de bien meilleures conditions.

Il faut dire que les difficultés étaient énormes. Une patiente révèle qu'autrefois, " nous venions ici et ne trouvions pas de produits dont nous avons besoin. Si un produit nous était prescrit, nous étions obligés de nous déplacer jusqu'à Cinkassé ou à Dapaong pour l'obtenir ". L'ennui, c'est que " ces déplacements n'étaient pas du tout sûrs. Un jour, un homme a même perdu la vie dans un accident en allant acheter des médicaments ailleurs. Mais avec cette nouvelle pharmacie, nous n'aurons plus besoin de nous déplacer. Tout ce dont nous avons besoin est à notre disposition ici. Merci au projet Coso qui change nos vies ", ajoute-t-elle.

Au Gouvernement, on informe qu'un an et six mois après la mise en route du Coso, les résultats sur le terrain sont visibles. Au Togo, 563 investissements en infrastructures socioéconomiques ont été approuvés, dont 96 déjà achevés dans les zones frontalières avec le Burkina Faso. Coso couvre, à la date de décembre 2023, 41 cantons frontaliers, dont 37 dans la région des Savanes, 2 dans la région de la Kara et 2 dans la région centrale. Le projet a été déployé au Togo grâce à un financement de 60 millions de dollars.

Ali SAMBA




FORMATIONS A LA CARTE 2024

En vue de renforcer les capacités d'analyse et les connaissances fiscales de vos collaborateurs, l'Institut de Formation Fiscale et Douanière de l'OTR (IFFD-OTR) organise pour le compte de l'année 2024 des formations à la carte.

Inscription

200 000 FCFA

par module

Cibles

Dirigeants des entreprises,
Experts comptables,
Comptables agréés,
Entrepreneurs,
Industriels,
Personnel des régies financières,
Universitaires,
Commissionnaires agréés en douane
Importateurs/exportateurs
Déclarants en douane
Agences maritimes et aériennes
Cabinets d'études

LISTE DES THEMES

1. Application des nouvelles mesures contenues dans la loi de finances gestion 2024
2. Du passage du résultat comptable au résultat fiscal : traitement extracomptable des opérations
3. Procédures de dédouanement des marchandises au cordon douanier
4. Procédure de déclaration et de paiement de la TVA
5. Valeur en douane des marchandises
6. Fiscalité internationale et prix de transfert
7. Tarif et technologie tarifaire
8. Fiscalité applicable aux professions libérales
9. Systèmes de positionnement par satellites et leur application au cadastre (GNSS)
10. Du management de soi au management des équipes
11. Système informatique douanier (SYDONIA WORLD)
12. Fiscalité applicable aux marchés publics
13. Utilisation des stations permanentes CORS pour les rattachements des plans parcellaires
14. Règles d'origine
15. Ethique et promotion de l'intégrité



Scannez pour télécharger le catalogue

Pour toute information complémentaire
+228 70 79 09 59
www.iffd.otr.tg

 Institut de Formation Fiscale et Douanière
  FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

NEUF ANNÉES, DE CROISSANCE, D'ÉCOUTE ET DE SUCCÈS



MERCI À NOS CLIENTS
POUR LEUR FIDÉLITÉ !

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



Nous sommes plus de 4 Millions d'abonnés

à profiter du plus grand réseau 4G+ avec
la plus large couverture nationale

4G+

2 - VOODOO



#nous
sommes
le Togo

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous


Togocom